

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE

261 Bd Voltaire
75011 Paris

Références : VAT20250425
Code AIOT : 0010002231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE implanté 15 route de Foëcy 18100 Vierzon. L'inspection a été annoncée le 05/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE
- 15 route de Foëcy 18100 Vierzon
- Code AIOT : 0010002231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JACOBI CARBONS FRANCE est spécialisée dans la production de charbon actif, en grain ou en poudre. La société a été autorisée à étendre la fabrication de charbon actif, situé 15 route de Foëcy à Vierzon par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002, complété par l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 et modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 octobre 2015 et 9 novembre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 7
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du 11 septembre 2025, il a été acté que l'exploitant procéderait en concertation avec l'inspection, à la mise à jour de sa situation administrative en déposant un porter à connaissance. Ce porter à connaissance porterait également sur quelques modifications des conditions d'exploitation (évacuation des boues, surveillance des rejets aqueux et des rejets atmosphériques).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | NC1* VI 23/06/20 | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2. | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande d'action corrective | 90 jours |
| 4 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.1 | / | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 5 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.3 | / | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 9 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.4.6 | / | Demande d'action corrective | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.1.1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 3 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.3.2 | Sans objet |
| 6 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.2.3.2 | Sans objet |
| 7 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.4.3 | Sans objet |
| 8 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.4.4 | Sans objet |
| 10 | Prescriptions particulières applicables fabrication de charbon | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 4.1.3.2.4 | Sans objet |
| 11 | Prescriptions particulières applicables fabrication de charbon | Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 4.1.3.2.6 | Sans objet |
| 12 | Restriction des usages de l'eau | AP Complémentaire du 03/08/2007, article 4 | Sans objet |
| 13 | Restriction des usages de l'eau | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1* VI 23/06/20

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 14/12/2024 |
| Prescription contrôlée : |

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergences réglementées :

- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A), l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 6 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 4 dB (A);
- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 45 dB (A), l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 5 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 3 dB (A).

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

- Limites contiguës à la parcelle n°249a, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 65 dB(A) et en période nocturne 55 dB(A);
- Autres limites de l'établissement, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 70 dB(A) et en période nocturne 60 dB(A).

[...]

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport de mesure des niveaux sonores réalisées le 17 juillet 2025 par la société APAVE. L'inspection a consulté ce rapport et a constaté un dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6), aucune tonalité marquée n'a été détectée. Le résultat de la mesure est de 5,5 pour une valeur limite à 3.

Par ailleurs, aucune plainte du voisinage à ce propos n'a été formulée.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que à l'étude sonore réalisée le 3 septembre 2024, différentes mesures ont été prises dont le maintien des portes des ateliers Vita et Mordancé en position fermée.

L'exploitant précise que le niveau sonore a été diminué de 1,5 dB d'émergence.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un point zéro sera effectué en fin d'année 2025, pendant une période d'inactivité (vers le 22 décembre 2025).

Constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport des mesures sonores réalisées en fin d'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 90 jours |

N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Généralités et consommation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ouvrage de prélèvement des eaux de la nappe et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable).</p> <p>Cette protection peut être réalisée par la mise en place d'un réservoir de coupure ou d'un bac de disconnection. L'alimentation en eau de cette réserve se fait soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop plein (5 cm au moins au-dessus) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge avant déversement, par mise à l'air libre.</p> <p>Le réservoir de coupure ou le bac de disconnection peuvent être remplacé par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable.</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître les économies réalisables.</p> <p>[...]</p> <p>Le relevé des volumes est hebdomadaire et retranscrit sur un registre, éventuellement informatisé, établi à cet effet qui sera présenté à l'inspection des installations classées ou au service chargé de la police des eaux à leur requête.</p> <p>Le registre des prélèvements doit faire apparaître les changements constatés dans le régime des eaux et les incidents survenus dans l'exploitation de l'ouvrage. Les changements significatifs et les incidents relevés font l'objet d'une déclaration au préfet dans le mois qui suit, comportant tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités par des systèmes qui en favorisent l'économie aux stricts besoins d'eaux industrielles de l'établissement et à 40 m³/h en débit instantané.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre des prélèvements d'eau. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les volumes d'eau prélevés sont également saisis dans l'application GIDAF (suivi des prélèvements dans le cadre des mesures sécheresses).</p> <p>Les ouvrages de prélèvement d'eau sont munis de dispositifs de mesure totalisateurs et de disconnecteurs. L'exploitant a transmis à l'inspection des justificatifs de contrôle de disconnecteurs et de remplacement de certains d'entre eux (opération réalisée par la société Veolia en octobre 2024).</p> |

| |
|---------------------------------------|
| Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du site |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. |
| Constats : Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les réseaux de collecte sont équipés d'obturateurs. L'exploitant a précisé que ces dispositifs sont manœuvrés régulièrement et au minimum 2 fois par an. L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux et des dispositifs d'isolement. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de ces dispositifs et leurs signalements. |
| Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.1

Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des rejets (VLE)

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.

Les tableaux qui suivent regroupent selon les effluents et exutoires les conditions de rejets à respecter:

| | | |
|---|--|--|
| Tableau 4 | | |
| Eaux pluviales (EP) et eaux de purge des circuits de refroidissement (ER) | | |

| Paramètre | Concentration maximale | Maximum journalier autorisé |
|-----------|------------------------|-----------------------------|
| MES | 35 mg/l | 20 kg/j |

| | | |
|----------------------|----------|---------|
| DBO5 | 100 mg/l | 10 kg/j |
| DCO | 300 mg/l | 50 kg/j |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | 1 kg/j |

Tableau 5

Eaux industrielles (EI)

| | |
|--|----------|
| Moyenne mensuelle maximale du débit de rejet | 320 m3/j |
| Débit maximum instantané | 15 m3/h |

| Paramètre | Concentration maximale | Maximum journalier autorisé |
|----------------------|------------------------|-----------------------------|
| MES | 35 mg/l | 6 kg/j |
| DBO5 | 100 mg/l | 16 kg/j |
| DCO | 300 mg/l | 50 kg/j |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | 2 kg/j |
| Azote global | 30 mg/l | 5 kg/j en moyenne mensuelle |
| Phosphore total | 10 mg/l | 2 kg/j en moyenne mensuelle |
| Chrome et composés | 0,5 mg/l | 40 g/j |
| Nickel et composés | 0,5 mg/l | 40 g/j |
| Zinc et composés | 2 mg/l | 120 g/j |
| Fer+Alu et composés | 5 mg/l | 300 g/j |

Constats :

Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées des résultats d'analyses des rejets d'eaux pluviales et du système de traitement, réalisées en 2025.

L'inspection a consulté le rapport d'analyse réalisé le 23 avril 2025 sur les eaux pluviales. L'inspection a constaté que les résultats sont conformes en concentration. Cependant, le débit rejeté n'a pas été comptabilisé donc aucun résultat n'a été fourni concernant les flux d'eaux pluviales rejetés.

L'inspection a consulté le rapport d'analyse réalisé le 18 février 2025 sur les eaux industrielles rejetées. L'inspection a constaté que les résultats sont conformes en concentration. Cependant, le débit rejeté n'a pas été comptabilisé donc aucun résultat n'a été fourni concernant les flux d'eaux industrielles rejetés.

L'inspection a également constaté des écarts entre les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002 et celles de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des ICPE. En effet, les valeurs limites de l'arrêté du 22/10/18 sont plus restrictives.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un porter à connaissances sera transmis ultérieurement à monsieur le préfet du Cher pour la mise à jour des prescriptions et de sa situation administrative.

Constat : Les flux rejetés des eaux pluviales et des eaux industrielles ne sont pas mesurés lors de la surveillance des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.3

Thème(s) : Actions régionales, Etat récapitulatif

Prescription contrôlée :

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent article est transmis à l'inspection des installations classées, tous les trois mois, sous une forme synthétique. Cet état comprend pour chaque exutoire ayant fait l'objet de mesures et pour chaque paramètre figurant dans les tableaux précédents :

- le débit moyen rejeté,
- la concentration moyenne du rejet,
- le flux journalier rejeté,
- le flux total rejeté durant la période couverte par l'état récapitulatif,
- les résultats des mesures comparatives reçues pendant la période considérée.

Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. La transmission de ce rapport est réalisée dans le mois qui suit le trimestre considéré.

Constats :

Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les différents résultats des mesures et analyses effectuées.

Cependant, aucun état récapitulatif n'est transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un porter à connaissances sera transmis ultérieurement à monsieur le préfet du Cher pour la mise à jour des prescriptions et de sa situation administrative.

Constat : L'exploitant ne transmet pas d'état récapitulatif des analyses et mesures effectuées à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux qui suivent, en fonction des exutoires :

Tableau 8

Exutoires des fours d'activation physique (en aval du traitement)

| | Valeurs limites par exutoire | Valeurs limites par exutoire |
|----------------------|------------------------------|------------------------------|
| Paramètre | Concentration maximale | Flux maximal |
| Poussières | 100 mg/Nm3 | 1 kg/heure |
| CO | 100 mg/Nm3 | 1 kg/h |
| SOx, exprimés en SO2 | 300 mg/Nm3 | 3 kg/h |

Tableau 10

Exutoires des zones d'imprégnation du charbon actif

| | valeur limite totale | valeur limite totale |
|-----------|------------------------|----------------------|
| Paramètre | Concentration maximale | Flux maximal |
| Ammoniac | 50 mg/Nm3 | 0,5 kg/h |

Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Constats :

Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport des mesures des rejets atmosphériques réalisés par la société Apave le 5 décembre 2024.

L'inspection a consulté le rapport et a constaté que l'ensemble des résultats sont conformes.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Enlèvement des déchets - Registres relatifs à l'élimination des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listes informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- Code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé, - destination du déchet (éliminateur: noms, coordonnées.), - nature de l'élimination effectuée. <p>L'exploitant ne remet ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assure que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information doit être reportée dans le registre susnommé.</p> <p>Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.</p> <p>Les éléments de ce suivi (registre, bordereaux ...) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'application « Trackdéchets » est utilisé pour l'évacuation des déchets dangereux. L'inspection a constaté que l'exploitant utilise « Trackdéchets ».</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un registre de suivi pour les déchets non dangereux. Ce registre comporte tous les éléments nécessaires.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Déchets

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.4.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets générateurs de nuisances</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des déchets concernée est fixée dans l'annexe 1 de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.</p> <p>Pour chacun de ces déchets, l'exploitant établit une fiche d'identification qui est tenue à jour et qui comporte au minimum les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du déchet selon la nomenclature, - la dénomination du déchet, - le procédé de fabrication dont provient le déchet, - son mode de conditionnement, - la filière d'élimination prévue, - les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet), - la composition chimique du déchet (composition organique et minérale), - les risques que présente le déchet, - les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières ou produits, - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable. <p>[...]</p> <p>Les éléments de suivi sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que des fiches d'identification déchet sont établies et tenues à jour.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection plusieurs fiches d'identification de déchets. L'inspection a consulté ces fiches et a constaté que tous les éléments prévus figurent sur les fiches consultées.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.4.6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Boues issues de la station d'épuration de l'établissement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les boues provenant de l'épuration des effluents industriels de l'établissement sont épandues dans les conditions fixées aux articles spécifiques du présent arrêté (inclus dans le titre 5).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les boues produites sont dorénavant évacuées par Véolia. L'exploitant a précisé à l'inspection que suite à un changement de process, la production de boues a été fortement diminuée. De ce fait, l'épandage a été abandonné depuis plusieurs années.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection un rapport d'analyses des boues en date du 25 mars 2024.</p> <p>Constat : L'évacuation des boues n'est pas réalisée conformément à l'arrêté préfectoral du 23/10/02. L'exploitant déposera auprès de monsieur le préfet du Cher un porter à connaissance relatif à l'évacuation des boues de son établissement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 10 : Prescriptions particulières applicables fabrication de charbon

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 4.1.3.2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en combustible</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive.) et repérées par les couleurs normalisées.</p> |

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.

Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.

La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Constats :

Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les réseaux d'alimentation en combustible gazeux sont protégés, munis de dispositif de coupure à l'extérieur des bâtiments. L'inspection a constaté que la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies à des capteurs de détection de gaz et un pressostat.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces dispositifs sont testés périodiquement et plus particulièrement à chaque phase d'arrêt et de redémarrage.

L'inspection a constaté que la position des organes (vannes) est clairement identifiée. Chaque appareil de combustion est équipé d'un organe de coupure rapide.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prescriptions particulières applicables fabrication de charbon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 4.1.3.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection des gaz et détection d'incendie

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manoeuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.

Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La

| |
|---|
| <p>fiabilité des détecteurs est adaptée. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les installations utilisant du combustible gazeux sont équipées de dispositif de détection de gaz.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces dispositifs sont contrôlés régulièrement (deux fois par an).</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection le rapport de contrôle des détecteurs de gaz réalisé le 26 juin 2025 par la société GFG France SAS. L'inspection a consulté ce rapport et a constaté qu'aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Restriction des usages de l'eau

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2007, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte renforcée</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte renforcée correspondant au débit d'alerte renforcée pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en oeuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de l'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt de l'arrosage des espaces verts, - arrêt du lavage des véhicules et engins hors stations équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité dûment justifiées, - arrêt du lavage des voies et trottoirs en dehors de la nécessité de salubrité, - arrêt des exercices incendie utilisant de l'eau. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le seuil d'alerte renforcée de la rivière « Yèvre Aval » n'a été déclenché que du 22 au 29 août 2025.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'aucun arrosage des espaces verts n'est effectué tout au long de l'année, aucun exercice incendie n'a été réalisé durant cette période.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le registre de suivi des installations de prélèvement d'eau.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Restriction des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Restriction des usages de l'eau

Prescription contrôlée :

I) Les installations classées [...], sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes :

- vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;
- alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;
- alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;
- crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III) Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

[...]

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

Lors de la visite du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le seuil d'alerte renforcée de la rivière « Yèvre Aval » n'a été déclenché que du 22 au 29 août 2025.

L'exploitant a précisé à l'inspection avoir pris en compte la réduction des prélèvements d'eau de 10 %.

L'exploitant a transmis via l'application GIDAF, les volumes prélevés.

L'exploitant a présenté à l'inspection le registre de suivi des installations de prélèvement d'eau.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite